



GROUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES INITIATIVES
DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)
Première réunion ordinaire de 2020
Octobre 2020
Virtuel

OEA/Ser.E
GRIC/O.1/doc.48/20
19 octobre 2020
Original: anglais

**RENFORCEMENT DES VALEURS ET DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES DANS
LES AMÉRIQUES : DEFIS ET OPPORTUNITÉS DANS LA PÉRIODE POST-COVID
POUR LE NEUVIÈME SOMMET DES AMÉRIQUES**

(Présenté par International Republican Institute, National Democratic Institute,
National Endowment for Democracy)

Renforcement des valeurs et des institutions démocratiques dans les Amériques : Défis et opportunités dans la période post-COVID pour le Neuvième Sommet des Amériques



Synthèse

Les avancées obtenues par les gouvernements du Sommet des Amériques (SDA) en matière de droits politiques et de droits de la personne sont en danger. Bien que mis à l'épreuve par la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont l'occasion de revitaliser la Charte démocratique interaméricaine et le système régional de protection des droits de la personne, et de renforcer les institutions démocratiques affaiblies par les dirigeants populistes et autoritaires face au coronavirus.

Les gouvernements ont la possibilité d'atténuer ces effets par une action coordonnée, une unité d'objectif et une approche impliquant l'ensemble de la société, qui inclut une participation active de la société civile et des citoyens.

Contexte

En 2021, l'Organisation des États américains (OEA) célébrera le vingtième anniversaire de l'adoption à l'unanimité par ses États membres de la Charte démocratique interaméricaine. Pendant cette période, les progrès démocratiques réalisés dans les Amériques ont été remis en question par un amalgame de dirigeants populistes et autoritaires. Ces derniers consolident le pouvoir par des élections et modifient de manière inconstitutionnelle l'autorité civile légalement constituée en exploitant le mécontentement des citoyens à l'égard de l'expérience démocratique, de l'inégalité croissante, de l'inefficacité dans la prestation des services, la négligence des droits sociaux, de la liberté d'expression et de la presse et, dans certains cas, de la lenteur des interventions en cas de catastrophes naturelles extrêmes. Au cours des années 2000, plusieurs pays sont revenus à un gouvernement de type autoritaire, et l'un d'entre eux connaît un effondrement économique presque total, déclenchant la pire crise migratoire que le continent américain ait jamais connue, avec des conséquences économiques et sociales qui secouent les pays voisins. Malgré ces cas, comparé aux années 1980, la gouvernance et les gains économiques ont été impressionnants. Par exemple, la plupart des pays d'Amérique latine étaient dirigés selon une forme de dictature et les taux de pauvreté de 50 % étaient courants. En 2000, la plupart d'entre eux avaient à leur tête des dirigeants civils élus et, en 2012, le taux de pauvreté de la région était tombé à 25 [pour cent](#). Toutefois, ces progrès sont fragiles.

Dans ce contexte, la pandémie de COVID-19 a accru la complexité de la situation, car tous les États ont dû faire face à des quarantaines prolongées et à leurs effets en cascade. La disparition de petites entreprises, le rétrécissement ou la perte de chaînes d'approvisionnement, la forte baisse du tourisme

(en particulier dans les Caraïbes) et l'augmentation considérable de la demande de services gouvernementaux, alors que des millions de personnes entrent en compétition pour la nourriture, l'eau, les soins de santé, le logement et les emplois, ne sont que quelques exemples du problème. Dans le même temps, la pandémie de COVID-19 exacerbe les inégalités généralisées, l'informalité économique, l'inefficacité et l'inadéquation des services publics et l'insuffisance des filets de protection sociale. La contraction économique fait baisser les recettes fiscales, ce qui limite la capacité des États à élargir les services sociaux à un moment où le besoin s'en fait sentir.

Les tendances clés et les moyens de les aborder

Un désenchantement grandissant à l'égard de la démocratie et une régression vers l'autoritarisme. Les citoyens des pays ayant connu un régime autoritaire peuvent se tourner vers le passé pour trouver des solutions lorsque les démocraties actuelles ne semblent pas tenir leurs promesses. Les politiciens populistes peuvent profiter de la pandémie actuelle pour recourir à des appels "nous contre eux" afin de s'imposer là où les citoyens se sont lassés de la modération et des résultats décevants. Dans certains pays, les présidents lancent déjà des attaques contre les organes législatifs et le judiciaires lorsqu'ils n'obtiennent pas ce qu'ils veulent. Ailleurs, le mécontentement qui couve du fait des inégalités a inspiré une campagne visant à réécrire la constitution pour permettre la mise en place des programmes sociaux plus progressistes, mais a pu également inclure des dispositions moins démocratiques dans ces chartes, selon les acteurs qui participent au processus. Et si 2021 marquera probablement la fin de la plupart des quarantaines, l'année correspondra également à un cycle d'élections exceptionnel dans un contexte de pauvreté résurgente et la perte d'une grande partie de la classe moyenne du continent américain pourrait bien avoir un impact sur les résultats.

Possibilités d'intervention efficace: Les programmes qui renforcent la capacité et le financement des organismes régionaux de défense de la démocratie et des droits de la personne, ainsi que le financement d'organisations de la société civile (OSC) favorables à la démocratie, de groupes de surveillance et de journalistes d'investigation, seront essentiels pour renforcer et préserver les institutions démocratiques, promouvoir la parité hommes-femmes et l'inclusion de toutes les populations vulnérables, et contenir les tendances populistes autoritaires. En particulier, au niveau local, la promotion de la participation des citoyens à la prise de décision renforce la confiance dans les processus démocratiques et contribue à une meilleure communication entre les élus et les électeurs. Par exemple, le renforcement de la gouvernance municipale, de la société civile et des partis politiques afin de pouvoir développer les possibilités économiques locales et permettre une meilleure prestation de services est essentiel pour renforcer la démocratie de base dans les pays du Triangle du Nord.

Les acteurs étrangers malveillants renforcent leur influence. La Russie, la Chine et l'Iran étendent à nouveau leur influence dans le continent américain, en travaillant avec des gouvernements autoritaires, et dans des sociétés dotés de gouvernements faibles ou corrompus qui sont peu susceptibles de se rendre compte de leur intrusion ou d'y résister. La Russie continue d'aider le Venezuela par des transferts d'armes et une coopération interarmées. Selon certaines informations, l'Iran, qui recevait autrefois de l'essence du Venezuela, aiderait maintenant le Venezuela à redémarrer des raffineries inactives. Son réseau de télévision en ligne et par satellite HispanTV est associé à TeleSur du Venezuela et est présent sur les réseaux satellitaires et câblés à travers le continent américain. La Chine apporte son aide sous forme de prêts et de commerce de pétrole non-officiels.

Elle entretient les relations les plus étendues avec la plupart des nations du continent et a conclu des accords financiers qui comprennent des prêts remboursables en matières premières. La Chine pourrait même renforcer sa pertinence en tant qu'investisseur étranger dans la période post-COVID-19, lorsque l'accès à l'aide financière internationale pourrait devenir plus restreint en raison de la concurrence accrue pour les ressources.

Possibilités d'intervention efficace: Les pays sont libres d'accueillir des sources d'investissements étrangers. Toutefois, il existe des choix clairs entre l'investissement et l'exploitation, la transparence et la corruption, ainsi qu'entre l'État de droit et la loi du plus fort. La démocratie doit favoriser le développement social et économique, la sécurité et la justice. Les programmes qui travaillent avec des journalistes indépendants, des OSC et des organes législatifs pour sensibiliser le public et mettre en lumière les aspects néfastes des influences étrangères dans leur pays et dans la région méritent un soutien accru.

Persistance des régimes répressifs. Comme [*l'a confié un jour*](#) à un collègue l'ancien ministre vénézuélien du pouvoir populaire pour le Plan, Jorge Giordani, la pauvreté et l'espoir sont des pièces essentiels du moteur qui permet aux régimes autoritaires de survivre. Aidés par la pandémie, les régimes autoritaires en place continueront à réprimer leurs citoyens et à renforcer la mainmise sur la richesse, le travail et les mouvements de ceux-ci. Si les masses peuvent encore organiser des manifestations dans certains pays comme le Venezuela, leur volonté politique et leur capacité à penser stratégiquement ont diminué face à la faim et à l'extrême pauvreté. Dans tous les cas, les dirigeants autoritaires s'appuient sur des liens avec les forces de sécurité et des sources de soutien extérieures.

Possibilités d'intervention efficace: Les démocraties du continent américain doivent donner priorité au maintien de l'appui à leurs alliés démocrates vivant sous des régimes répressifs. Il est essentiel de s'assurer que des médias indépendants, des militants pour la démocratie et les droits de la personne, et des OSC indépendantes sont en place pour jeter les bases d'une société libre lorsque cette possibilité se présente. De plus, dans les sociétés qui se ferment, ces démocrates devraient être soutenus pour faire reculer l'autoritarisme afin de parvenir à la paix et à la prospérité dans le continent.

Contraction économique et limites de la capacité de l'État pour en atténuer les effets. Les échanges commerciaux dans la région sont en baisse d'environ 23 % par rapport à leur niveau d'avant la pandémie. La perte de recettes d'exportation met à l'épreuve la capacité de l'État à fournir des services. Un certain nombre d'États étaient déjà lourdement endettés lorsque la pandémie a commencé. Ces États sont soumis à de fortes pressions pour fournir des services sociaux et relancer des économies qui commençaient à peine à s'intégrer dans les filières du commerce international. Les pays d'Amérique centrale affichent des niveaux de pauvreté, de corruption et de violence parmi les plus élevés, et un mécontentement généralisé à l'égard des réformes sociales et économiques dans les Amériques, qui n'est surpassé que par celui du Venezuela. L'agitation sociale pourrait s'intensifier à un moment où ces États sont les moins en mesure de faire face à la situation. La pression exercée sur les gouvernements municipaux, qui ont toujours manqué de ressources, pourrait également être écrasante.

Possibilités d'intervention efficace: Les responsables gouvernementaux se concentrent sur la détermination des priorités, ce qui laisse à la société civile la possibilité d'examiner et de défendre des solutions plus larges en vue d'une reprise plus durable. Les domaines à considérer sont l'amélioration de la coordination inter-agences entre les ministères au niveau national, et entre les niveaux administratifs (régional et local). Il convient de donner priorité aux ressources permettant aux OSC et aux programmes d'échange d'étudier et de défendre de nouvelles façons de faire des affaires, le renouvellement des infrastructures, ainsi que des politiques économiques qui soutiendront une reprise durable. À l'heure où la pandémie a numérisé de nombreuses activités humaines, les démocraties du continent américain doivent accroître les investissements dans les infrastructures de communication numériques et à distance afin de réduire les inégalités préexistantes dans l'accès aux communications numériques.

Des transferts massifs de richesses par l'appauvrissement et la corruption. Dans la période post-pandémique, la région est sur le point de connaître des transferts de richesse des classes moyennes et ouvrières vers l'élite, en grande partie grâce aux programmes de redressement mis en place dans certains pays pour éviter la perte d'entreprises, et grâce au nombre croissant de chômeurs qui liquident leurs biens pour pouvoir survivre. Sans surveillance, cette situation pourrait constituer une aubaine pour ceux qui ont de bonnes relations avec les agents de l'État, ceux qui comprennent les subtilités des mécanismes nationaux de relance et ceux qui ont accès à des informations privilégiées. D'ici là, le taux de pauvreté de 30 pour cent dans la région s'aggrave, ramenant la région de l'Amérique latine et des Caraïbes aux années 1980 et menaçant de relancer une migration à grande échelle.

Possibilités d'intervention efficace: Les efforts d'atténuation varieront probablement en fonction des pays et des circonstances. Mais dans presque tous les cas, les interventions devraient renforcer les mécanismes interaméricains de responsabilisation, consolider les contrôles institutionnels de la corruption et promouvoir l'autonomie et l'indépendance de la justice. Le soutien aux organismes de surveillance indépendants, tant dans les sociétés ouvertes que fermées, la libre circulation de l'information et la protection des lanceurs d'alerte, notamment des journalistes d'investigation, sont les outils les plus efficaces pour prévenir les détournements de fonds publics dans le cadre de programmes conçus pour aider les personnes en difficulté financière.

L'International Republican Institute (IRI) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif et non partisane qui fait progresser la liberté et la démocratie dans le monde entier en aidant les partis politiques à devenir plus réactifs, en renforçant la transparence et la responsabilité dans la gouvernance, et en travaillant à accroître le rôle des groupes marginalisés dans le processus politique, y compris les femmes et les jeunes. Pour plus d'informations sur les travaux de l'IRI, veuillez consulter le site de l'organisation à l'adresse suivante: www.iri.org.

Le National Democratic Institute (NDI) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif et non partisane qui soutient les institutions et les pratiques démocratiques dans toutes les régions du monde depuis plus de trois décennies. Depuis sa fondation en 1983, le NDI et ses partenaires locaux ont travaillé à la création et au renforcement d'organisations politiques et civiques, à la sauvegarde des élections et à la promotion de la participation des citoyens, de

l'ouverture et de la responsabilité du gouvernement. Pour en savoir plus sur le travail du NDI dans plus de soixante-dix pays, veuillez consulter le site de l'organisation à l'adresse suivante: www.ndi.org.

Le National Endowment for Democracy (NED) est une fondation indépendante à but non lucratif qui se consacre à la croissance et au renforcement des institutions démocratiques dans le monde entier. Chaque année, la NED accorde plus de 1 800 subventions pour soutenir les projets de groupes non gouvernementaux qui œuvrent en faveur d'objectifs démocratiques dans plus de 90 pays. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site de l'organisation à l'adresse suivante : www.ned.org